



Changement climatique et crise économique : relevons les défis ensemble !

Doris Leuthard, Conseillère fédérale

Conférence annuelle de la coopération suisse au développement

21 août 2009, Hallenstadion de Zurich

Embargo
21.08.2009/13:30

**Seule la version
orale fait foi !**

Monsieur le Ministre,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Chers invités de nos pays partenaires et de Suisse,
Mesdames et Messieurs,

Je suis heureuse de vous accueillir à la Conférence annuelle de la coopération au développement de la DDC et du SECO. En période de difficultés économiques, il est particulièrement important que les offices en charge de la coopération au développement et de la politique économique et environnementale travaillent main dans la main. Ce n'est qu'à cette condition que politique de développement, politique climatique et politique commerciale peuvent s'inscrire dans la durée et être mises en œuvre efficacement. En effet :

- la coopération au développement, si elle n'englobe pas les aspects climatiques et économiques, n'est qu'une forme d'aumône donnée par les riches aux pauvres ;
- la politique climatique, si elle ne prend pas en compte les conditions du développement et les perspectives commerciales, n'est qu'un jeu à somme nulle ;
- la politique commerciale, si elle ne prête aucune attention à la capacité économique de la population et à l'état de l'environnement, risque de virer au pillage.

Aujourd'hui, nous nous comportons comme les passagers d'un navire nommé Terre : nous consommons sans retenue comme si nous avions encore deux navires identiques en réserve. Or nous sommes l'équipage de ce navire. Un équipage qui doit ménager ses ressources limitées – y compris le climat. Aussi la protection du climat et le développement durable représentent-ils des enjeux fondamentaux qui, de surcroît, sont étroitement liés. Se pose alors la question suivante : que se passera-t-il si l'on ne fait rien ou presque ? La réponse est évidente : la dégradation des conditions de l'environnement, la montée du niveau de la mer, les glissements de terrain, la désertification et la salinisation des sols sont autant de phénomènes qui ont pour effet de détériorer la qualité du site et la qualité de la vie des gens qui l'habitent, de freiner la croissance économique à long terme, d'augmenter la pression migratoire. C'est pourquoi il faut agir tous ensemble ; tous, c'est-à-dire aussi bien les pays industrialisés, les pays émergents et les pays en développement que les milieux politiques, scientifiques et économiques.

En décembre dernier, le Parlement a pris une décision primordiale pour l'avenir de la coopération suisse au développement, et cette décision concerne aussi le climat : il a adopté le message du DFAE et celui du DFE sur la coopération avec les pays en développement. Ainsi, pour la première fois, la Suisse suit une stratégie unique en matière de coopération au développement, une stratégie qui s'étend à tous les services de la Confédération. Bien qu'axée sur l'aide au développement, cette stratégie prévoit notamment de donner plus de poids aux questions climatiques. Dans notre monde de plus en plus complexe, mener une politique du développement, une politique climatique et une politique commerciale durables n'est plus guère possible qu'en adoptant une démarche interdisciplinaire.

Les défis de la politique de développement face au changement climatique

La croissance économique mondiale enregistrée ces dernières années a certes été positive sous l'angle de la lutte contre la pauvreté, mais elle a eu un impact négatif sur l'environnement dans plusieurs régions du monde.

- Le côté positif, c'est que, ces 25 dernières années, le nombre de pauvres a diminué de 500 millions, la mortalité infantile s'est réduite de moitié et l'espérance de vie dans les pays en développement a augmenté. En Inde, les gens qui peuvent prendre deux repas par jour seront bientôt plus nombreux que ceux qui n'en prennent qu'un.
- Le côté négatif, c'est que l'utilisation anarchique des ressources et les émissions néfastes pour le climat ont pris beaucoup d'ampleur. Dans les années à venir, les sécheresses et les inondations induites par le changement climatique auront pour effet de réduire les récoltes dans le monde. Les pays les plus pauvres de la planète seront les principales victimes des pénuries alimentaires qui s'annoncent ces vingt prochaines années. Et l'eau potable se fait déjà rare dans ces pays – depuis 1970, les réserves d'eau potable ont baissé de 30 % en raison de la croissance démographique.

La feuille de route adoptée à Bali en 2007 représente à cet égard une bonne base pour les négociations qui auront lieu en décembre à Copenhague en vue de conclure un accord faisant suite au Protocole de Kyoto. On attend de Copenhague des décisions historiques dans les domaines du climat et du développement. De nouveaux objectifs de réduction y seront fixés, qui intégreront les pays en développement et les pays émergents. Il est également prévu de créer un fonds alimenté par les pays riches et servant à financer des mesures de protection du climat et d'adaptation dans les pays en développement. A l'occasion d'une récente réunion, les membres de la Banque mondiale ont clairement reconnu trois points :

- les accords climatiques exigent de nouvelles politiques et de nouveaux fonds ; de nouveaux mécanismes de marché globaux doivent également être créés ;
- pour les pays industrialisés, il s'agit de fixer des exigences en matière de climat et d'élaborer des mécanismes pour un développement durable. Il convient en particulier de réformer mécanisme de développement propre (MDP) et de revoir complètement le processus de transfert de technologie ;
- les ministères des Finances, de l'Economie et du Développement doivent s'unir pour instaurer des mécanismes internationaux de transfert financier qui soient à la fois efficaces et efficients et pour créer suffisamment d'instruments et de fonds pour mettre en œuvre les mesures de réduction des émissions, d'adaptation au changement climatique et de développement technologique.

Ces constats attestent si besoin était l'interaction à l'échelle mondiale des différentes politiques climatiques, économiques et budgétaires adoptées à l'échelle nationale. D'aucuns

objecteront que, par rapport aux autres pays industrialisés, la Suisse produit peu d'émissions, mais nous sommes responsables, du fait de nos investissements et de nos activités commerciales, d'une grande quantité d'émissions à l'étranger. Cela dit, nous avons aussi des solutions à proposer, notamment dans le domaine des technologies propres. Nous possédons un grand savoir-faire dans les domaines de la formation et de la recherche. Nous avons la capacité financière nécessaire. Nous avons des entreprises innovantes capables de percer sur le marché international. Se pose alors la question suivante : comment opérer le transfert de technologie de façon optimale dans les pays émergents et les pays à faible pouvoir d'achat ?

Ces défis d'envergure mondiale ne pourront être surmontés qu'à la condition que des efforts substantiels de réduction des émissions soient consentis par tous les pays, y compris les Etats-Unis et les grands pays émergents. La Chine est devenue le premier émetteur de gaz à effet de serre, supplantant les Etats-Unis. Par ailleurs, il convient de créer de nouveaux instruments financiers. La Banque mondiale estime à plus de 200 milliards de dollars par année les investissements supplémentaires nécessaires jusqu'en 2020 pour soutenir une croissance respectueuse de l'environnement dans les pays émergents et les pays en développement. Or la communauté internationale n'est pas en mesure de dégager de tels fonds à elle seule. D'où la nécessité de créer des mécanismes impliquant le secteur privé. L'échange de quotas d'émission en est un bon exemple.

En Suisse, nous nous sommes fixé pour objectif de réduire nos émissions de 20 à 30 % d'ici à 2020. Pour y parvenir, nous nous efforçons, d'une part, de diminuer les émissions en Suisse ; d'autre part, nous soutenons des projets dans les pays en développement, entre autres dans le cadre du mécanisme de développement propre (MDP). La voie qui consiste à permettre aux pays pauvres de jouir d'une croissance économique durable tout en protégeant le climat mondial présente un potentiel énorme. Ce potentiel, nous voulons mieux l'exploiter en faisant appel au MDP.

Crise économique, changement climatique et développement économique

Comme le montre le changement climatique, le comportement d'un petit nombre de groupes et de pays peut être à l'origine de problèmes qui concernent l'humanité tout entière. La Suisse a une part de responsabilité dans ces problèmes. De plus, si la mondialisation a apporté des avantages aux pays en développement, elle les a aussi exposés davantage à la crise financière. Ces pays ressentent bien plus fortement qu'auparavant les turbulences qui secouent Wall Street. Les matières premières, qui représentent plus de la moitié des recettes dans 90 pays en développement, ne valaient plus, au 1er trimestre 2009, que la moitié du prix de 2007. La Banque mondiale estime en outre que les investissements étrangers, qui comptaient pour 7,3 % du produit national brut en 2007, chuteront à 0,6 % du PNB en 2009. La croissance dans les pays émergents ne devrait pas dépasser 1,5 % en 2009, contre 8,3 % en 2007. La crise mondiale a fait basculer près d'un milliard d'êtres humains dans une pauvreté absolue. Elle devrait être aussi la cause directe de la mort de 1,4 à 1,8 million d'enfants d'ici à 2015, selon de premières estimations.

Pour atténuer les conséquences du changement climatique ET celles de la mondialisation, il ne faut surtout pas réduire l'aide publique au développement – les membres de l'OCDE

sont d'accord sur ce point. En réaction à la crise financière, le Conseil fédéral a décidé de participer, à hauteur de 10 milliards de dollars au maximum, à l'augmentation des ressources du FMI. Par ailleurs, nous voulons promouvoir la coopération par-delà les différents domaines de compétence, et favoriser la compréhension interinstitutionnelle et interdépartementale. Il n'est pas justifié de négliger la lutte contre la crise climatique sous prétexte qu'il est plus urgent de mettre fin à la crise économique. A long terme, le changement climatique est une bien plus grande menace pour le développement économique. Cependant, étant donné le recul des recettes publiques et l'augmentation parfois importante de la dette dus à la crise économique, il ne sera pas facile, à Copenhague, d'obtenir autre chose que des belles paroles – et pourtant, il faut que soient pris de véritables engagements internationaux. Il est dès lors important d'insister encore et toujours sur les conséquences économiques à long terme du changement climatique et sur ce qui risque d'arriver si nous ne faisons rien ou n'en faisons pas assez.

Une protection intelligente du climat permettra à de nouveaux domaines d'activité axés sur l'innovation de tirer leur épingle du jeu. A cet égard, la Suisse, en tant que pôle de recherche et exportateur de technologies, a de nombreux atouts à faire valoir. Énergie hydraulique, énergie solaire ou exploitation du biogaz ; transports, agriculture biologique, gestion efficace des installations industrielles ou technique du bâtiment : dans tous ces domaines, les entreprises suisses peuvent offrir des technologies de pointe et d'excellentes prestations de conseil. Le prix élevé du pétrole dope la demande d'autres sources d'énergie efficaces. S'agissant de l'innovation dans le domaine de l'énergie solaire, la Suisse a les moyens d'occuper une position clé. Par ailleurs, des solutions s'ébauchent pour exploiter les centrales à charbon sans porter atteinte à l'environnement.

Nous devons mettre toutes ces technologies à la disposition des pays en développement. Pour ce faire, il est nécessaire que les différentes politiques collaborent et que l'on associe l'économie à l'action politique. Les négociations menées actuellement dans le cadre de la Convention sur le climat doivent impérativement déboucher sur des bases contraignantes visant une répartition équitable de la responsabilité entre les pays industrialisés, les pays émergents et les pays en développement. Outre les engagements pris en matière de réduction des émissions, le recours ciblé au savoir-faire et aux capitaux privés devrait servir de jalon au futur régime climatique mondial. Il faut éviter que les pays industrialisés, plus avancés sur le plan technologique, ne relancent leur économie au détriment des pays en développement. Pour ce faire, les gouvernements doivent, d'une part, doter l'économie d'un cadre réglementaire qui protège le climat en tant que bien public ; par exemple, sous la forme d'une incitation à réduire les émissions de CO₂ en en fixant le prix. Il faut, d'autre part, prendre des mesures pour protéger la population et l'économie des effets négatifs du changement climatique.

Dans le secteur de l'énergie, par exemple, il s'agit d'élaborer une politique tarifaire ciblée et des systèmes d'incitation favorisant les économies d'énergie et tendant à rendre les énergies renouvelables plus attrayantes. Dans les pays en développement – mais aussi dans d'autres pays –, les conditions-cadre du secteur de l'énergie vont souvent dans la mauvaise direction : les énergies fossiles sont fortement subventionnées ; le vol de courant est largement répandu ; les incitations à économiser l'énergie et à passer aux énergies

renouvelables font défaut. Une grande partie de la population n'a pas l'argent nécessaire pour payer le courant ; dans ces conditions, il ne faut guère escompter des investissements dans les énergies renouvelables ou dans des mesures tendant à améliorer l'efficacité énergétique.

Les conditions-cadre doivent être ajustées non seulement au niveau national, mais aussi au niveau des villes. De nos jours, environ la moitié de la population mondiale vit en ville ; cette part devrait passer à deux tiers en 2030. La population urbaine est responsable de 70 à 80 % de la consommation d'énergie dans le monde et des émissions néfastes pour le climat. Les villes – je pense notamment aux nombreuses mégapoles dans les pays en développement – sont fortement touchées par le changement climatique. Mais c'est aussi en grande partie d'elles que pourrait venir la solution : les grandes villes sont des lieux d'innovation, des moteurs de l'économie. Les villes investissent dans les transports publics, dans les infrastructures énergétiques et environnementales, raison pour laquelle elles doivent s'engager en faveur d'un développement qui limite les émissions et ne porte pas atteinte au climat. La Suisse soutient les mégapoles des pays en développement dans cette voie ; les formes que prend ce soutien sont d'ailleurs l'un des thèmes de l'édition 2009 de la Conférence annuelle de la coopération au développement.

En conclusion, permettez-moi de souligner trois points :

Premièrement, pour lutter contre la crise climatique qui touche notre planète tout en favorisant une croissance économique durable dans le monde entier, aussi bien les pays du Nord et du Sud que le secteur privé, la communauté scientifique et la société civile doivent unir leurs forces, coordonner leur action et persévérer dans leurs efforts.

Deuxièmement, lors de la conférence sur le climat qui se tiendra à Copenhague en décembre, la Suisse s'engagera en faveur d'un régime climatique mondial efficace et ciblé. L'instauration d'un tel régime passe par une répartition des charges à la fois efficace et juste entre les pays industrialisés, les pays émergents et les pays en développement.

Troisièmement, cette juste répartition des charges comprend un autre engagement fort de la Suisse – notamment dans le domaine de la coopération au développement : notre pays joue un rôle moteur dans la promotion d'une coopération internationale dans les domaines du climat et du développement. L'objectif est de rallier d'autres acteurs à cet engagement.

Jamais la communauté internationale n'avait reconnu aussi unanimement non seulement l'existence des problèmes liés au changement climatique et au développement durable, mais aussi leur caractère prioritaire.

C'est une chance unique. Saisissons-la !